

Martz, John D. (ed.) *The Dynamics of Change in Latin America*, 2nd ed., Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, x + 395 p.

Cary Hector

Volume 3, Number 1, 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700178ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700178ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Hector, C. (1972). Review of [Martz, John D. (ed.) *The Dynamics of Change in Latin America*, 2nd ed., Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, x + 395 p.] *Études internationales*, 3(1), 100–102. <https://doi.org/10.7202/700178ar>

privés économiques. De simples personnes privées disposent d'un pouvoir de décision analogue sur le plan matériel à celui de la puissance publique. Le phénomène de la concentration capitaliste est envisagé dans son ensemble avant d'être envisagé par le biais d'une étude détaillée de ses deux aspects essentiels, soit le contrôle financier et le contrôle par le marché.

L'intervention de l'État semble obéir à la même loi objective que la concentration capitaliste. Quelle que soit la conjoncture, crise ou prospérité, l'interventionnisme se développe ; il y a simplement des périodes de « pointes », des couches différentes. Aux questions, comment, où et pourquoi l'État agit, les réponses sont aujourd'hui différentes de celles qui pouvaient être données à l'époque libérale. L'État use aujourd'hui de techniques différentes et le domaine de son intervention a changé. Les fonctions de l'État sont elles aussi différentes de celles de la période libérale. Actuellement, les deux sens dominants sont l'interventionnisme social ou protecteur et l'interventionnisme en faveur de la concentration. La véritable fonction de l'État est cependant coordinatrice et régulatrice.

Après avoir constaté l'importance de l'intervention de l'État en faveur de la concentration et relevé l'importance de la réglementation économique de la concurrence, le professeur Farjat refuse de constater une contradiction dans l'intervention et rejette la thèse dominante voyant dans ce phénomène le premier facteur perturbateur de la société libérale. Pour l'auteur, la législation antitrust met en évidence la complémentarité de l'intervention de l'État et de la concentration.

Le titre troisième est consacré à la présentation du droit économique tel qu'il se présente dans différents systèmes juridiques des sociétés industrielles, capitalistes et socialistes. Cette étude permet à l'auteur de vérifier la valeur de sa théorie générale et de discerner la cohérence d'un droit lié à un certain développement économique.

Le dernier titre de l'ouvrage est particulièrement intéressant puisqu'il permet à l'auteur de faire la synthèse et de tirer la conclusion en faveur de sa thèse : il faut répudier la classification bipartite du droit pour une nouvelle classification tripartite où le droit économique, nouvelle branche du droit, trouve sa place à côté du droit privé et du droit public.

L'ouvrage du professeur Farjat est intéressant, tant par son approche générale que par

ses conclusions. Il est, comme les autres volumes de la Collection Thémis, bien documenté. Par moment, les développements sont longs et reprennent des thèmes déjà connus mais ceci peut être justifié par sa fonction essentiellement didactique.

Enfin, les multiples appels aux théories de sciences politique et économique peuvent rendre la lecture du livre assez ardue, par moments, aux personnes non initiées au travail multidisciplinaire ; mais, loin d'être une critique, cette remarque sert la thèse soutenue par M. Farjat.

En résumé, ce livre appelle la réflexion ; il serait utile que les responsables de l'enseignement en prennent connaissance afin de repenser les programmes d'études universitaires et de décloisonner les disciplines.

Nabil N. ANTAKI

Droit,
Université Laval.

MARTZ, John D. (ed.) *The Dynamics of Change in Latin America*, 2nd ed., Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, x + 395p.

Comme la plupart des *readers* de ce genre, celui-ci n'échappe pas à la règle du titre frappant. Si un lecteur initié ou tant soit peu averti ne laissait pas tomber facilement ses gardes, quel profane avide de savoir ou quel étudiant prégradué (auquel il est destiné) résisterait longtemps à l'acquisition de « *Dynamique du changement en Amérique latine* » ? Car derrière ce vocable évocateur se déploie aisément dans l'imagination le film des coups d'État et contre-coups d'État, des révoltes, rébellions ou révolutions etc. dont, en général, on croit faite, une fois pour toutes, la réalité latino-américaine.

Politologue de l'Université de Caroline du Nord, Martz rassemble ici, pour la deuxième fois en six ans, une collection de vingt-six articles (y compris les siens, au nombre de trois), dont sept de science politique. Les autres se répartissent entre l'anthropologie, l'histoire, la sociologie et l'économie, celle-ci faisant figure de parent pauvre, avec un seul article. Seize de ces articles se situent entre 1966 et 1968, les plus anciens, au nombre de sept, entre 1955 et 1965, et les trois plus récents, entre 1969 et 1970 ; ce qui donne

une répartition proportionnelle approximative de 61%, 26% et 11%.

Ici émerge une première caractéristique de ce *reader* : la relative ancienneté des articles qui le constituent. Or comme le fait remarquer l'éditeur lui-même dans la préface, si lors de la parution de la première édition, l'ouvrage pouvait s'enorgueillir d'être seulement le deuxième en son genre sur le même sujet, aujourd'hui on a presque l'embaras du choix — quantitativement parlant. Comme autre caractéristique, il faut relever le fait qu'il s'agit de reprises tirées de revues spécialisées ou d'ouvrages plus généraux sur l'Amérique latine. Pratique courante certes et communément admise, mais qui laisse la nette impression du déjà vu. À titre d'illustration, on peut citer, parmi d'autres exemples, les fameuses « sept thèses erronées sur l'Amérique latine » de Rodolfo Stavenhagen. Martz en reprend la version anglaise publiée en 1966-67, laquelle a été non seulement reproduite ailleurs mais aussi, entre-temps, « substantiellement révisée et élargie ¹ ».

L'usage veut qu'une introduction « amène » le sujet traité. Martz y déroge volontiers et consacre la sienne à « l'évolution de la recherche sur la politique latino-américaine ». Quoique s'intéresse à la question pourra retracer avec l'auteur la trajectoire suivie, depuis le début du siècle jusqu'à ce jour, par quelque quatorze universités américaines. On apprendra à l'occasion que la politique du bon voisinage de Franklin Roosevelt a eu des « effets salutaires » sur la recherche et qu'un regain « d'intérêt sérieux » pour les affaires latino-américaines est dû à « la prise de pouvoir communiste » à Cuba...

Pour éviter l'effet d'un alignement décoûlé, Martz regroupe ses vingt-six « pièces détachées » sous quatre rubriques apparemment englobantes : 1) le contexte social : modèles (*patterns*) de traditionalisme et de modernisation ; 2) le contexte intellectuel et culturel : pensée politique et idéologie ; 3) processus de développement et de changement ; 4) forces politiques en compétition.

¹ Voir notamment Irving Louis HOROWITZ *et al.* (eds), *Latin American Radicalism*, New York, Vintage Books, 1969, pp. 102-117. Pour la version « révisée et élargie » : James PETRAS and Maurice ZEITLIN, (eds.) : *Latin America. Reform or Revolution?* New York, Fawcett, 1968, pp. 13-31.

En soi, cette catégorisation n'est pas contestable, d'autant qu'elle fonctionne ici comme procédé d'étiquetage. Quant au contenu qu'elle recouvre, il ne sera pas possible, pour des raisons déjà évidentes, d'en rendre compte pièce par pièce. À titre indicatif, on se contentera d'un survol rapide en signalant au passage quelques points d'intérêt.

Dans l'*establishment* académique latino-américain aux États-Unis, des noms comme Charles Wagley, Marvin Harvis, Kalman H. Silvert, John J. Johnson, Federico G. Gil, Martin C. Needler, etc. occupent, en raison de mérites différents, une place de choix. Aussi l'étudiant prégradué — à qui Martz veut bien épargner, pour commencer, des études hautement quantitatives et aussi... les références et renvois des auteurs — fera-t-il mieux de les retenir une fois pour toutes. Sous leur plume, il retrouvera les thèmes classiques en études latino-américaines : latifundisme, urbanisation, classes sociales, leadership, nationalisme, développement politique et économique, et, inévitablement, interventionnisme militaire.

Autre chose est d'évaluer leur poids spécifique dans le cadre de ce *reader*. Bon nombre d'articles, surtout ceux reproduits peut-être pour la n^{ème} fois, ont certes perdu de leur importance originelle parce que certaines interrogations soulevées jadis sont maintenant résolues ou même franchement dépassées. Ce qui ne les empêche pas de conserver leur légitimité dans tout inventaire des connaissances acquises dans tel ou tel domaine. D'une valeur stable reste, par exemple, la compilation analytique de L. N. McAlister sur la recherche récente (1966) relative au rôle des militaires en Amérique latine. Sur un autre plan, l'article de Alfred Stepan mérite également de retenir l'attention. Reprenant les hypothèses généralement admises par la science politique américaine sur la « théorie du développement politique », l'auteur s'applique à démontrer leur non-pertinence pour l'Amérique latine.

Quant aux chapitres d'ouvrages ou extraits de chapitres qu'on retrouve dans le *reader*, même s'ils apparaissent autonomes, ils conservent l'inconvénient d'être détachés d'un contexte plus large. Dans le meilleur des cas, ils peuvent susciter l'intérêt pour la lecture de tout l'ouvrage. Si cela révèle une intention didactique de l'éditeur, on ne peut que l'en louer. Ici vient à l'esprit le chapitre de Wagley sur « les dilemmes de la classe moyenne latino-américaine » : thème cheval de bataille s'il en

est, mais aussi « cheval de Troie » dans la mesure où, comme Wagley, on ne se préoccupe pas des présupposés méthodologiques et théoriques de la question. Toutefois, on lui saura gré de mettre en garde contre l'illusion, largement répandue, que le développement d'une classe moyenne puissante en Amérique latine garantisse le renforcement des institutions démocratiques.

Comparé à d'autres *readers* de sa catégorie, celui de Martz, pour être traditionnel, s'avère moyen. Conseil à l'étudiant prégradué : ne pas se contenter de la moyenne !

Cary HECTOR

Science politique,
Université du Québec à Montréal.

VALI, Ferene A., *Bridge Across the Bosphorus : The Foreign Policy of Turkey*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins Press, 1971 XIV + 410p.

Cet ouvrage constitue dans l'ensemble une bonne présentation de la politique étrangère de la Turquie à l'époque contemporaine. Il analyse, d'une part, les facteurs d'orientation et les conditions d'élaboration de cette politique, de l'autre, les différents secteurs d'intervention de la diplomatie turque et les engagements souscrits par le pays. On peut regretter sans doute que le premier volet de cette analyse n'ait pas fait l'objet de développements plus étendus, plus précis : ainsi, quoique pertinent, l'exposé relatif aux organes de préparation et d'exécution de la politique extérieure manque-t-il un peu d'ampleur. On peut aussi regretter l'absence d'un chapitre sur les démarches de la Turquie au sein des grandes organisations intergouvernementales.

À juste titre, le professeur Váli se refuse à considérer que la politique étrangère d'un pays représente un simple sous-produit de ses politiques intérieures (p. 358). Selon lui, l'action extérieure de la Turquie nouvelle illustre l'élément de constance dû à la protection des intérêts nationaux, particulièrement de ceux résultant de la situation géopolitique. Mais l'auteur a un sens trop aigu du jeu international pour ne pas souligner l'interaction des facteurs internes et externes. La volonté de la Turquie

de se rattacher à l'Europe et au monde occidental en s'écartant systématiquement de son passé ottoman est à cet égard très significative. L'objectif du développement économique, lequel implique la recherche de crédits et de débouchés extérieurs, représente un centre privilégié de cette interaction.

Le professeur Váli juge tout à fait positif le bilan de la diplomatie turque. Plusieurs réussites spectaculaires donnent du poids à cette appréciation : en juin 1936, la Convention de Montreux restitue à la Turquie le contrôle intégral des Détroits ; en 1945, ce pays entre dans le groupe des Nations Unies grâce à une déclaration de guerre in extremis à l'Allemagne et au Japon ; en février 1959, la Turquie acquiert par la signature des accords de Zurich le droit de participer aux décisions concernant Chypre alors qu'elle n'avait antérieurement aucun droit à contester un transfert à la Grèce de la souveraineté sur l'île (p. 357).

L'auteur étend cette évaluation favorable à la décision turque de participer au système de l'OTAN — option impliquant essentiellement l'établissement de relations diplomatico-militaires privilégiées avec les États-Unis. Tout en admettant que cette politique s'écartait de la position neutraliste adoptée sous Moustafa Kémal (p. 35) et qu'elle a considérablement restreint la liberté de manœuvre diplomatique du pays, le professeur Váli estime que la politique turque a choisi la meilleure solution : face aux menaces découlant du caractère expansionniste de l'action soviétique, l'appui américain représentait et représente toujours la protection la plus sûre.

Cette opinion est-elle fondée ? Certes les relations turco-soviétiques comportent des secteurs très délicats (statut des Détroits, districts de Kars et d'Ardahan, présence en Union soviétique de population d'origine turque...). Il y a bien eu quelques essais de rapprochement entre les deux pays (avec octroi de crédits soviétiques pour le développement), mais ces tentatives n'ont guère entraîné de résultats positifs. En tout cas, une évaluation différente des intentions et démarches soviétiques conduirait à porter un jugement également différent sur l'abandon par la Turquie d'une position générale de non-alignement.

Depuis la publication de l'ouvrage, l'armée turque est de nouveau intervenue ouvertement dans la politique. Le premier ministre S. Demirel a dû céder la place à N. Erim. L'état de